

DANS L'ACTUALITE du 6 au 9 février 2015

Textes officiels

JORF n° 0031 du 6 février 2015

«Autolib'» reconnu projet de dimension nationale permettant au groupe de ne pas être redevable de la redevance d'occupation du domaine public

[Décision du 30 janvier 2015 relative à la reconnaissance de la dimension nationale du projet déposé par le groupe Bolloré en vue de réaliser une infrastructure de recharge pour véhicules électriques](#)

Projet de loi / Proposition de loi

Le Parlement adopte définitivement les règles de répartition des sièges des conseils communautaires

[Proposition de loi autorisant l'accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire - Texte n° 59 \(2014-2015\) adopté sans modification par le Sénat le 5 février 2015](#)

Jurisprudence

SDIS et centres de gestion ne sont pas des établissements départementaux

[CE 4 février 2015 Élections municipales de Corrèze, req. n° 383019](#)

[CE 4 février 2015 Élections municipales de la Crèche, req. n° 382969](#)

Marché public : pour courir, le délai de « standstill » doit être notifié

[C.cass. ch.com. 20 janvier 2015, pourvoi n° 13-16949](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Projet d'ordonnance marchés publics : tirer vers le haut l'achat responsable

Les acteurs de la responsabilité sociétale des entreprises et des achats responsables (Plateforme RSE, Observatoire des achats responsables, Alliance Villes Emploi) veulent une transposition de la directive marchés publics 2014/24/UE qui soit porteuse des applications RSE contenues dans le texte européen. Ils appellent à la vigilance. Le droit français doit aussi conserver ses avancées, notamment en matière de clauses sociales.

Source : le Moniteur du 05/02/2015

Loi ESS : le schéma de promotion des achats publics responsables obligatoire au-delà de 100 millions

Prévu par l'article 13 de la loi relative à l'économie sociale et solidaire (ESS) du 31 juillet 2014, le décret fixant le montant à partir duquel les acheteurs publics doivent élaborer un schéma de promotion des achats publics socialement responsables a été publié ce 31 janvier.

Source : localtis.info du 05/02/2015

Urbanisme

Loi Macron: "On risque d'aller vers un véritable mercato des magasins", selon l'avocat Jean-Baptiste Gouache

L'avocat spécialisé dans le droit de la franchise et des réseaux analyse pour LSA le contenu de l'amendement 1681 portant sur l'article 10 de la loi Macron qui vient d'être adopté par les députés avant d'être examiné par le Sénat. Pour Jean-Baptiste Gouache, le dispositif imaginé par les députés risque de déstabiliser l'univers de la franchise, des réseaux et des coopératives de commerçants alors que les textes en place suffisaient déjà largement, selon lui, à sanctionner les pratiques restrictives de concurrence. Il craint un véritable mercato aux conséquences non évaluées.

Source : lsa-conso.fr du 09/02/2015

Loi Macron: l'Assemblée vote un développement du logement intermédiaire

[L'Assemblée nationale a voté vendredi 6 février une mesure en faveur du développement du logement locatif intermédiaire pour les classes moyennes, au grand dam des députés du Front de gauche et de certains socialistes qui y voient un frein à la construction de logements sociaux.](#)

Source : le Moniteur du 06/02/2015

Le projet de loi de ratification de l'ordonnance sur l'accessibilité présenté en Conseil des ministres

[La ministre de la Santé, Marisol Touraine et la secrétaire d'Etat chargée du handicap, Ségolène Neuville ont présenté le projet de loi de ratification de l'ordonnance du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées.](#)

Source : le Moniteur du 06/02/2015

Retard dans les Scot : attention au blocage du foncier constructible !

[De nombreuses communes n'ont pas commencé l'élaboration de leur schéma de cohérence territoriale \(Scot\) et verront leur développement urbain stoppé. Le secteur de la construction risque d'en subir le contre coup.](#)

Source : le Moniteur du 03/02/2015

Environnement

Transition énergétique : tous les acteurs en ordre de marche, selon le président de l'Ademe

[Tous les feux sont au vert pour que l'année 2015 soit celle de l'accélération de la transition énergétique. Un signe ne trompe pas pour Bruno Léchevin, président de l'Ademe : l'envie réelle de tous les acteurs d'être dans le mouvement.](#)

Source : le Moniteur du 06/02/2015

Collectivité territoriale

« QPC Salbris » : la proposition de loi définitivement adoptée par le Sénat

Le Sénat a définitivement adopté, jeudi 5 février 2015, la proposition de loi autorisant l'accord local de représentation des communes membres d'une communauté de communes ou d'agglomération, présentée par les sénateurs socialistes Alain Richard et Jean-Pierre Sueur.

Source : la gazette des communes du 06/02/2015

Les députés veulent redonner du souffle au volet intercommunal de la réforme

Examinant les 3 et 4 février le projet de loi sur la nouvelle organisation territoriale de la République (Notr), notamment ses articles 14 à 23, la commission des lois de l'Assemblée nationale a voulu donner un nouvel élan à l'intercommunalité. Elle s'est ainsi assez nettement démarquée du texte élaboré par les sénateurs, lesquels demeurent majoritairement attachés à une intercommunalité veillant à ne pas remettre en cause les prérogatives et la place des maires.

Source : localtis.info du 06/02/2015

Grand Paris en grande couronne : les intercommunalités « XXL » divisent les élus

Après l'échec du giga-groupement autour de Saclay, les élus ont, le 5 février 2014, refusé le compromis porté par le préfet autour du projet de Grand Evry. La constitution d'un ensemble autour de Roissy suscite des interrogations.

Source : la gazette des communes du 05/02/2015

En commission, les députés approuvent l'élection des conseils communautaires au suffrage universel direct

Dans la soirée du 4 février, la commission des lois a poursuivi l'examen des amendements au projet de loi Notr.

Source : localtis.info du 05/02/2015

Transport

Comment les lois « Notre » et « Macron » redessinent le visage des transports

Alors que la loi de transition énergétique ne s'intéresse qu'au véhicule électrique, les projets de lois Notre et Macron transforment le paysage institutionnel et économique du transport, en conférant notamment aux régions un rôle central. Plusieurs dispositions relatives à l'ouverture des données ou au covoiturage ont également été glissées dans le texte présenté par le ministre de l'Économie.

Source : la gazette des communes du 06/02/2015

Colloque / Séminaire

► Colloque du 13 mars 2015 – Fédération nationale du bâtiment : De la « Loi Alur » à la « Loi Macron », en passant par les lois de simplification. Un an après, où en est-on des réformes du droit immobilier ?

Le 13 mars 2015 au CERCOL, 12 place du Panthéon 75005 Paris.

Renseignements et inscription : 01 44 41 55 61

gerty.fougas@u-paris2.fr

Vu dans les revues

AJDA n° 4-2015 du 9 février 2015 p.201, *Marchés d'avocats et commande publique* – Le droit de l'Union européenne sème le trouble, par Patricia Bonamy

AJDA n° 4-2015 du 9 février 2015 p.232, *Portée de l'obligation de transmission des demandes de communication de documents administratifs*, conclusions d'Edouard Crépey

RDI n° 2 – février 2015 p.56, *Le Conseil d'Etat délivre son imprimatur à la RT 2012*, par Agathe Van Lang

RDI n° 2 – février 2015 p.60, *Convention d'aménagement de ZAC et formalités de l'enquête parcellaire*, par René Hostiou

Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales n° 6 du 9 Février 2015, *L'immeuble en état futur d'achèvement et le marché public de travaux*, par Philippe Proot

Presse

La loi Macron au fil de ses métamorphoses

Alors que s'engage, lundi 9 février, la troisième et dernière semaine de discussion à l'Assemblée nationale de la « loi Macron » pour la croissance et l'activité, il serait superficiel de résumer les deux premières semaines d'examen à une série de reculs ou de concessions du gouvernement. Mieux vaut s'arrêter sur ce débat parlementaire d'une exceptionnelle tenue.

Source : le Monde du 09/02/2015

Loi Macron : la modification par ordonnance du droit de l'environnement approuvée

Les craintes des écologistes, des communistes et de quelques socialistes n'ont pas eu raison d'un article contesté de la loi Macron. Les députés ont rejeté, vendredi 6 février, un amendement qui demandait la suppression de l'article du texte donnant au gouvernement le droit de légiférer par ordonnance pour modifier le droit de l'environnement et de l'urbanisme.

Source : le Monde du 07/02/2015

Le promoteur de la tour Triangle dit avoir « bon espoir »

Unibail-Rodamco travaille activement avec la Ville de Paris à remanier le projet de tour Triangle, rejeté par un vote du Conseil de Paris le lundi 17 novembre 2014, espérant son adoption au printemps, a déclaré le groupe immobilier, mercredi 3 février à la presse.

Source : le Monde du 05/02/2015